

UN STATUT POUR LES STAGIAIRES

À un moment ou un autre de la semaine, près de 60 000 étudiant-es seront en grève afin de réclamer la **rémunération de tous les stages, dans tous les domaines d'études**. Bon an mal an, c'est plus de 55 000 stagiaires issu-es du système d'éducation postsecondaire québécois qui doivent s'intégrer à des milieux de travail. Dans plusieurs programmes, les étudiant-es n'ont pas de mots à dire sur les milieux de stages où on les envoie pour plusieurs semaines. Les conséquences sur leurs vies sont majeures : impossibilité à cumuler un emploi et un stage à temps plein; temps de déplacement incontrôlable; déménagements multiples lorsque le milieu de stage se retrouve dans une autre région administrative; horaires incompatibles avec les contraintes vécues par les parents étudiants; absence de protection en cas de maladie ou d'accident; peu de soutien lors d'abus de pouvoir ou d'agressions; isolement social; stress et anxiété; et, surtout, absence de reconnaissance du travail produit.

Il est bon de rappeler que les stages non rémunérés maintiennent les **inégalités sociales** en excluant de certaines formations les étudiant-es issu-es des milieux moins aisés. Effectivement, lorsque vient le temps de faire un stage non rémunéré, trois solutions s'offrent aux étudiant-es pour continuer de payer leurs factures, soit : occuper un emploi en plus de son stage en risquant de mettre en péril la réussite de ses études et sa santé mentale; prendre un crédit et accroître son endettement; obtenir le soutien financier de sa famille, souvent de ses parents. Les étudiant-es qui ne peuvent bénéficier du soutien financier de leurs proches ont tendance à éviter de se lancer dans une formation comprenant des stages non rémunérés, par crainte de l'épuisement et/ou de l'endettement.

De plus, les stages non rémunérés reproduisent les **iniquités entre les hommes et les femmes**. Ainsi, il existe des stages rémunérés, qui appartiennent, pour la plupart, à des domaines traditionnellement masculins, comme la médecine, l'informatique, l'ingénierie, etc. À l'inverse, les stages non rémunérés concernent surtout des environnements traditionnellement féminins comme les soins infirmiers, l'éducation, le travail social, etc. La rémunération des stages est alors un moyen de lutter contre un ensemble d'inégalités et d'injustices qui perdure encore et toujours dans nos sociétés.

UN STATUT POUR LES STAGIAIRES

À un moment ou un autre de la semaine, plus de 50 000 étudiant-es seront en grève afin de réclamer la **rémunération de tous les stages, dans tous les domaines d'études**. Bon an mal an, c'est plus de 55 000 stagiaires issu-es du système d'éducation postsecondaire québécois qui doivent s'intégrer à des milieux de travail. Dans plusieurs programmes, les étudiant-es n'ont pas de mots à dire sur les milieux de stages où on les envoie pour plusieurs semaines. Les conséquences sur leurs vies sont majeures : impossibilité à cumuler un emploi et un stage à temps plein; temps de déplacement incontrôlable; déménagements multiples lorsque le milieu de stage se retrouve dans une autre région administrative; horaires incompatibles avec les contraintes vécues par les parents étudiants; absence de protection en cas de maladie ou d'accident; peu de soutien lors d'abus de pouvoir ou d'agressions; isolement social; stress et anxiété; et, surtout, absence de reconnaissance du travail produit.

Il est bon de rappeler que les stages non rémunérés maintiennent les **inégalités sociales** en excluant de certaines formations les étudiant-es issu-es des milieux moins aisés. Effectivement, lorsque vient le temps de faire un stage non rémunéré, trois solutions s'offrent aux étudiant-es pour continuer de payer leurs factures, soit : occuper un emploi en plus de son stage en risquant de mettre en péril la réussite de ses études et sa santé mentale; prendre un crédit et accroître son endettement; obtenir le soutien financier de sa famille, souvent de ses parents. Les étudiant-es qui ne peuvent bénéficier du soutien financier de leurs proches ont tendance à éviter de se lancer dans une formation comprenant des stages non rémunérés, par crainte de l'épuisement et/ou de l'endettement.

De plus, les stages non rémunérés reproduisent les **iniquités entre les hommes et les femmes**. Ainsi, il existe des stages rémunérés, qui appartiennent, pour la plupart, à des domaines traditionnellement masculins, comme la médecine, l'informatique, l'ingénierie, etc. À l'inverse, les stages non rémunérés concernent surtout des environnements traditionnellement féminins comme les soins infirmiers, l'éducation, le travail social, etc. La rémunération des stages est alors un moyen de lutter contre un ensemble d'inégalités et d'injustices qui perdure encore et toujours dans nos sociétés.

WWW.GREVEDESSTAGES.INFO

WWW.GREVEDESSTAGES.INFO

Dans nos sociétés capitalistes marquées par l'accroissement de la compétitivité du marché de l'emploi, les stages se sont généralisés au cours des dernières décennies, tant et si bien que **rares sont désormais les formations qui ne proposent pas un ou plusieurs stages à leurs étudiant-es**. Perçus comme un moyen de faciliter l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi, les stages, surtout non rémunérés, contribuent en réalité au sous-emploi et à la précarisation de l'ensemble des travailleuses et travailleurs. Effectivement, certain-es employeurs-euses trop content-e de pouvoir s'offrir une main-d'œuvre qualifiée à bas-cout, voire gratuite, remplacent leurs salarié-es par des stagiaires non rémunéré-es. Dans certains milieux, il y a ainsi des « **postes à stagiaires** » où ces dernier-es se succèdent toute l'année. Cette pratique, hautement problématique, tire les conditions de travail de toute la société vers le bas. Et pour causes, qui paierait un-e employé-e alors qu'un-e stagiaire non rémunéré-e peut faire le même travail gratuitement ?

Les stages non rémunérés appauvrissent encore les sociétés en instaurant un autre cercle vicieux : actuellement, les étudiant-es stagiaires (souvent surendetté-es) entrent tardivement sur le marché de l'emploi, consomment moins de biens et de services, retardent leurs projets de vie et n'économisent pas ou peu. Les revenus de l'État s'en trouvent réduits. Pour compenser, **les gouvernements compriment encore les dépenses, en coupant de façon prioritaire dans les services publics (écoles, hôpitaux, etc.) et communautaires**. En conséquence, les travailleurs et travailleuses de ces milieux deviennent plus précaires, puis sont contraint-es, à leur tour, à limiter leurs dépenses et reporter leurs projets, ce qui nous mène vers une énième ronde d'austérité.

Les stages non rémunérés ne sont pas qu'un « simple » problème d'étudiant-es en formation. C'est un enjeu social qui a des répercussions sur l'ensemble de la société. Investissons dans l'équité et la justice : reconnaissons un statut de travailleur-euse aux stagiaires !

Dans nos sociétés capitalistes marquées par l'accroissement de la compétitivité du marché de l'emploi, les stages se sont généralisés au cours des dernières décennies, tant et si bien que **rares sont désormais les formations qui ne proposent pas un ou plusieurs stages à leurs étudiant-es**. Perçus comme un moyen de faciliter l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi, les stages, surtout non rémunérés, contribuent en réalité au sous-emploi et à la précarisation de l'ensemble des travailleuses et travailleurs. Effectivement, certain-es employeurs-euses trop content-e de pouvoir s'offrir une main-d'œuvre qualifiée à bas-cout, voire gratuite, remplacent leurs salarié-es par des stagiaires non rémunéré-es. Dans certains milieux, il y a ainsi des « **postes à stagiaires** » où ces dernier-es se succèdent toute l'année. Cette pratique, hautement problématique, tire les conditions de travail de toute la société vers le bas. Et pour causes, qui paierait un-e employé-e alors qu'un-e stagiaire non rémunéré-e peut faire le même travail gratuitement ?

Les stages non rémunérés appauvrissent encore les sociétés en instaurant un autre cercle vicieux : actuellement, les étudiant-es stagiaires (souvent surendetté-es) entrent tardivement sur le marché de l'emploi, consomment moins de biens et de services, retardent leurs projets de vie et n'économisent pas ou peu. Les revenus de l'État s'en trouvent réduits. Pour compenser, **les gouvernements compriment encore les dépenses, en coupant de façon prioritaire dans les services publics (écoles, hôpitaux, etc.) et communautaires**. En conséquence, les travailleurs et travailleuses de ces milieux deviennent plus précaires, puis sont contraint-es, à leur tour, à limiter leurs dépenses et reporter leurs projets, ce qui nous mène vers une énième ronde d'austérité.

Les stages non rémunérés ne sont pas qu'un « simple » problème d'étudiant-es en formation. C'est un enjeu social qui a des répercussions sur l'ensemble de la société. Investissons dans l'équité et la justice : reconnaissons un statut de travailleur-euse aux stagiaires !



NOTRE TRAVAIL A DE LA VALEUR



NOTRE TRAVAIL A DE LA VALEUR